Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements,
et de la Transition Écologique

37044 Tours Cedex 9

http://www.chu-tours.fr

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché passé selon un appel d'offre ouvert

(Articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique)

Date limite de remise des plis : **le 09/11/**2026 **à 12 heures**.

Travaux d'Aménagement Courants (TAC)

LOT 5 – 17 – MENUISERIES BOIS

Procédure : 2026-GHT-STRAV-062 BIS

Ce marché comporte une clause environnementale

Ce marché comporte une clause sociale

SOMMAIRE

I- IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC 4
Article 1. Representant du pouvoir adjudicateur 4
Article 2. Référents du dossier 4
II- CARACTERISTIQUES DU MARCHE 5
Article 3. Objet du marché 5
Article 4. Description du marché 5
4.1. Type de marché 5
4.2 Procédure de passation 5
4.3 Forme du marché 5
4.4 Classification CPV 5
4.5. Décomposition en lots 5
4.6. Décomposition en tranches 7
Article 5. Durée du marché 7
III- MODALITES DE LA CONSULTATION 7
Article 6. dossier de consultation (DCE) 7
Article 6.1. Contenu du dossier de consultation 7
Article 6.2. Obtention du dossier de consultation 8
Article 6.3. Modification du dossier de consultation 8
Article 6.4. Questions et renseignements 8
Article 7. Date et heure de réception des plis 8
Article 8. Délai de validité des offres 8
Article 9. conditions de la consultation 8
9.1. Langue et unité monétaire 8
9.2. Dispositions relatives à la co-traitance 8
Article 10. Présentation des candidatures et des offres 9
10.1. Documents relatifs à la candidature 9
10.2. Documents relatifs à l'offre 10
10.3. Visite 10
10.4. Présentation des variantes 11
10.5 Prestations Supplémentaires Éventuelles 11
Article 11 – Conditions de remise des plis 11
11.1. Transmission électronique 11
11.2. Copie de sauvegarde 11
IV- EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES 12
Article 12. Sélection des candidatures 12
Article 13. Examen des offres 12

13.1 Critères d'analyse 12
13.2 Régularisation des offres 14
13.3 Demande de précisions sur les offres 14
13.4 Classement des offres 14
V- ATTRIBUTION DES MARCHES ET NOTIFICATION 14
Article 14 - Attribution 14
14.1. Attribution 14
14.2. Notification 15
Article 15. Certificat de signature électronique 15
Article 16. Re-matérialisation des documents électroniques 16
Article 17. Procedures de recours 16

I- IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur :	**Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur :	**Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours**
Adresse :	**37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet :	http://www.chu-tours.fr
Adresse du profil d'acheteur :	https://www.marches-publics.gouv.fr

ARTICLE 2. REFERENTS DU DOSSIER

Référent administratif du dossier :	Mme Elisabeth CHALLET
Adresse :	CHRU de Tours Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques (DPBST) 37044 TOURS Cedex 9
Téléphone :	02 47 47 86 33
Courrier électronique :	e.challet@chu-tours.fr

Référent technique du dossier :	M. Cyrille VEILLON
Téléphone :	**02 47 47** 82 16
Courrier électronique :	**c.veillon@chu-tours.fr**

II- CARACTERISTIQUES DU MARCHE

ARTICLE 3. OBJET DU MARCHE

Les présents marchés ont pour objet les Travaux d'Aménagement Courants (TAC) au CHRU de Tours pour l'entretien du patrimoine bâti et des chantiers de petite et moyenne envergure.

Les Centres Hospitaliers du Chinonais, de Loches, de Luynes, de la Membrolle sur Choisille sont également concernés par ces marchés.

ARTICLE 4. DESCRIPTION DU MARCHE

4.1. Type de marché

Marché de fournitures : ☐	Marché de services : ☐	Marché de travaux : ☒
☐ Achat ☐ Autre : …….	Catégorie de service :	☒ Exécution ☐ Conception réalisation

4.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offre ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

4.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

4.4 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est le code :

- 45453000 – 7 – Travaux de remise en état et de remise à neuf

4.5. Décomposition en lots

La procédure comporte 32 lots. **La présente consultation concerne uniquement les lots 5-17** qui sont relancés suite à leur déclaration sans suite dans la procédure précédente n°2026-GHT-STRAV-62.

N°de lot	Intitulé	Montant minimum annuel en € HT	Montant maximum annuel en € HT
CHRU TOURS, CH LUYNES, CH LA MEMBROLLES			
1	Démolition – Maçonnerie – Gros Œuvre	4 000	250 000
2	Plâtrerie – Isolation – Faux Plafonds	9 000	500 000
3	Etanchéité	5 000	300 000
4	Plomberie – Chauffage - Ventilation	40 000	2 500 000
5	**Menuiseries Bois**	**12 000**	**750 000**
6	Métallerie – Serrurerie – Stores – Fermetures	3 000	175 000
7	Revêtements de sols souples – Carrelage - Faïences	5 000	250 000
8	Peinture – revêtements muraux	8 000	500 000
9	Electricité – Courants Forts – Courants Faibles	30 000	1 750 000
10	Fluides Médicaux	2 000	100 000
11	Voiries et Réseaux Divers	4 500	250 000
12	Gestion Technique des Bâtiments	2 000	125 000
CH CHINON			
13	Démolition – Maçonnerie – Gros Œuvre	1 000	5 000
14	Plâtrerie – Isolation – Faux Plafonds	1 000	5 000
15	Etanchéité	1 000	5 000
16	Plomberie – Chauffage - Ventilation	1 000	5 000
17	**Menuiseries Bois**	**1 000**	**5 000**
18	Métallerie – Serrurerie – Stores – Fermetures	2 000	10 000
19	Revêtements de sols souples – Carrelage - Faïences	2 000	10 000
20	Peinture – revêtements muraux	2 000	15 000
21	Electricité – Courants Forts – Courants Faibles	2 000	10 000
22	Voiries et Réseaux Divers	2 000	5 000
CH LOCHES			

23	Démolition – Maçonnerie – Gros Œuvre	1 000	5 000
24	Plâtrerie – Isolation – Faux Plafonds	1 000	5 000
25	Etanchéité	1 000	5 000
26	Plomberie – Chauffage - Ventilation	1 000	5 000
27	Menuiseries Bois	1 000	5 000
28	Métallerie – Serrurerie – Stores – Fermetures	1 000	10 000
29	Revêtements de sols souples – Carrelage - Faïences	2 000	10 000
30	Peinture – revêtements muraux	2 000	15 000
31	Electricité – Courants Forts – Courants Faibles	2 000	10 000
32	Voiries et Réseaux Divers	1 000	5 000

L'attribution sera faite lot par lot. Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre.

4.6. Décomposition en tranches

Sans objet

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE

La durée d'exécution du marché est fixée au CCAP.

III- MODALITES DE LA CONSULTATION

ARTICLE 6. DOSSIER DE CONSULTATION (DCE)

Article 6.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation et ses annexes :
  - Fiche de renseignements (annexe 1)
  - Fiche de synthèse pour la candidature (annexe 2)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour chaque lot et les annexes pour les lots 1 à 12
- L'acte d'engagement (AE)
- Bordereau de prix (lots 5, 10, 17, 27) - (modèle à utiliser)

- Mémoire technique (annexe B – modèle à utiliser)
- Attestation de demande de non intervention (annexe C)
- Attestation de pose (annexe D)
- Fiche attestation de fin de chantier (annexe E)
- Fiche autocontrôle SSI (annexe F)

Article 6.2. Obtention du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être obtenu gratuitement et **exclusivement** sur la plateforme PLACE: https://www.marches-publics.gouv.fr

Article 6.3. Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 6.4. Questions et renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par voie dématérialisée sur le site https://www.marches-publics.gouv.fr.

Une réponse sera alors adressée, sur le site https://www.marches-publics.gouv.fr, à tous les soumissionnaires ayant retiré le dossier, **6 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 7. DATE ET HEURE DE RECEPTION DES PLIS

La date et l'heure limites de réception des plis sont indiquées en page de garde du présent règlement. Toute offre parvenue après cette limite sera déclarée hors délai.

ARTICLE 8. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 9. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

9.1. Langue et unité monétaire

Les candidatures et les offres devront être rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français. Les offres financières sont exprimées en euro (€).

9.2. Dispositions relatives à la co-traitance

Le pouvoir adjudicateur impose la forme de groupement au titulaire du marché. Le groupement devra être un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Les candidats peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de soumissionnaire individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés à l'article 14.1 du présent règlement de la consultation. A défaut, la candidature de l'ensemble du groupement pourra être rejetée.

Le marché sera signé avec le mandataire du groupement, habilité à représenter l'ensemble des cotraitants.

ARTICLE 10. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

10.1. Documents relatifs à la candidature

Les candidats doivent remettre un dossier de candidature comportant les pièces suivantes :

Document exigé	Nommage pour le dépôt (FFFF = nom soumissionnaire)
Pouvoir de la personne habilitée à engager chaque soumissionnaire, cotraitant ou sous-traitant	DC_POUVOIR_FFFF
Lettre de candidature (DC1)	DC_DC1_FFFF
Déclaration du candidat ou tout document équivalent (DC2) indiquant la déclaration des chiffres d'affaires des trois derniers exercices disponibles,	DC_DC2_FFFF
Copie du jugement de redressement judiciaire (le cas échéant)	DC_REDRESSEMENT_FFFF
Les attestations fiscales délivrées par les administrations et organismes compétents.	DC_ATTESTATIONS FISCALES_FFFF
Les attestations sociales prouvant que le candidat est à jour de ses impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales, délivrées par les administration et organismes compétents.	DC_ATTESTATIONS SOCIALES_FFFF
Fiche de renseignements (annexe 1 du RC)	DC_FICHE DE RENSEIGNEMENT_FFFF
Fiche de synthèse pour la candidature (annexe 2)	DC_FICHE CANDIDATURE_FFFF
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du soumissionnaire et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années	DC_EFFECTIFS_FFFF

Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	DC_ASSURANCE_FFFF

Conformément aux articles R.2144-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats dont la candidature est incomplète de compléter leur dossier dans un délai commun à tous. **Si à l'expiration de ce délai, le candidat n'a pas produit les documents ou renseignements demandés, sa candidature sera rejetée.**

Nb : dans le cadre d'une réponse à plusieurs lots, le candidat ne dépose son dossier de candidature qu'une seule fois.

10.2. Documents relatifs à l'offre

Les candidats doivent remettre un dossier d'offre comportant les pièces suivantes :

Document	Nommage pour le dépôt (FFFF=nom du soumissionnaire)
Acte d'engagement daté et signature électronique	DO_AE_FFFF
Bordereau des prix unitaires complété entièrement (selon le modèle joint en annexe A, obligatoirement en format EXCEL et PDF.	DO_BPU_FFFF ou DO_BPU LOT X_FFFF
Offre technique indiquant : utiliser la trame fournie en annexe B - Moyens humains, disponibilité et qualification - Moyens techniques et matériels mis à disposition pour la réalisation des travaux - Circuit d'organisation : de la demande d'intervention en passant par l'exécution jusqu'à la facturation (par phase, intervenant, délai…) - Performance en matière de protection de l'environnement (insertion sur site, tri et suivi des déchets, organisation et suivi des effluents…) - Notice de prise en compte de l'insertion sociale dans les chantiers (uniquement pour le lot 5)	DO_OFFRE_TECHNIQUE_ FFFF
Relevé d'Identité Bancaire ou Relevé d'Identité Caisse Epargne	DO_RIB_FFFF
Le cas échéant, l'annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant (modèle DC4)	DO_DC4_FFFF

10.3. Visite

Aucune visite sur site n'est prévue.

10.4. Présentation des variantes

Les variantes sont interdites.

10.5 Prestations Supplémentaires Éventuelles

Sans objet

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

11.1. Transmission électronique

Les soumissionnaires remettront leur candidature et leur offre par voie dématérialisée **exclusivement** sur la plateforme d'acheteur: https://www.marches-publics.gouv.fr avant la date et l'heure limites de réception des offres.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatique, les fichiers comportant notamment les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le soumissionnaire : exe, com, bat, pif, vbs, scr, msi, eml. Par ailleurs les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Aucune autre forme de transmission par voie électronique ne sera acceptée.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte.

11.2. Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut remettre, en plus de son pli électronique, une copie de sauvegarde. La copie de sauvegarde doit être adressée avant la date et l'heure limites de réception des offres.

Par voie postale ou, par porteur, contre récépissé, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, à l'adresse suivante :

C.H.R.U. de Tours
Hôpital Trousseau- Logipôle
Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements, et de la Transition Écologique
Avenue de la République
37044 Chambray-Lès-Tours

Elle peut être transmise sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :
- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

IV- EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

ARTICLE 12. SELECTION DES CANDIDATURES

S'il apparait que des pièces du dossier de candidature sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les soumissionnaires concernés de compléter leur dossier dans un délai maximum de 10 jours.

Le pouvoir adjudicateur pourra également demander la régularisation de sa candidature au(x) seul(s) candidat(s) retenu(s) avant la notification du marché.

Les candidatures recevables sont examinées au regard de la situation juridique et des capacités professionnelles, techniques et financières des candidats à partir des documents remis dans le dossier de consultation.

ARTICLE 13. EXAMEN DES OFFRES

13.1 Critères d'analyse

L'examen des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique à partir des critères suivants :

Notation pour le lot 5 :

Critère 1 - Prix	**60 points**
Le critère prix est analysé en tenant compte du montant indiqué en appliquant les quantités estimatives (sur la base de 4 chantiers type) aux prix unitaires indiqués par le candidat dans son BPU. Les montants sont notés sur 60 en tenant compte des écarts de prix relatifs. Ainsi, le montant le moins élevé obtient la note maximale de 60 sur 60 Les notes seront arrondies à 2 décimales	
Critère 2 - Valeur technique	**30 points**
Moyens humains, disponibilité et qualification	10 points

Circuit d'organisation : de la demande d'intervention en passant par l'exécution jusqu'à la facturation (par phase, intervenant, délai…)	10 points
Moyens techniques et matériels mis à disposition pour la réalisation des travaux	10 points
Critère 3 – Performance en matière de protection de l'environnement	**5 points**
Insertion du chantier dans le site	2 points
Gestion des emballages et valorisation des déchets	1.5 points
Organisation et suivi des effluents de chantier et limitation des émissions à effets de serres et polluants	1.5 points
Critère 4 – Politique volontariste d'insertion	**5 points**
Prise en compte de la notion d'insertion sociale dans les chantiers ou au sein de l'entreprise	

Notation pour le lot 17 :

Critère 1 - Prix	**60 points**
Le critère prix est analysé en tenant compte du montant indiqué en appliquant les quantités estimatives (sur la base de 2 chantiers type pour le lot 17, aux prix unitaires indiqués par le candidat dans son BPU. Les montants sont notés sur 60 en tenant compte des écarts de prix relatifs. Ainsi, le montant le moins élevé obtient la note maximale de 60 sur 60 Les notes seront arrondies à 2 décimales	
Critère 2 - Valeur technique	**30 points**
Moyens humains, disponibilité et qualification	10 points
Circuit d'organisation : de la demande d'intervention en passant par l'exécution jusqu'à la facturation (par phase, intervenant, délai…)	10 points

Moyens techniques et matériels mis à disposition pour la réalisation des travaux	10 points
Critère 3 – Performance en matière de protection de l'environnement	**10 points**
Insertion du chantier dans le site	4 points
Gestion des emballages et valorisation des déchets	3 points
Organisation et suivi des effluents de chantier et limitation des émissions à effets de serres et polluants	3 points

Toute note inférieure à 10 sur le critère 2 (valeur technique) est éliminatoire.

13.2 Régularisation des offres

Les offres inappropriées et inacceptables sont éliminées.

L'acheteur pourra demander à l'ensemble des candidats concernés la régularisation de leur offre sous réserve que celle-ci ne soit pas anormalement basse. Si les offres ne sont pas régularisables ou que le candidat n'a pas apporté de rectification dans les délais, elles sont éliminées.

13.3 Demande de précisions sur les offres

Le CHRU de Tours peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

13.4 Classement des offres

Les offres sont notées et classées par ordre décroissant. L'offre la mieux notée est retenue. En cas d'égalité de note finale, l'offre ayant obtenu la meilleure note au critère 1 est classée en première position.

V- ATTRIBUTION DES MARCHES ET NOTIFICATION

ARTICLE 14 - ATTRIBUTION

14.1. Attribution

Le pouvoir adjudicateur du CHRU de Tours choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse en application du ou des critères d'attribution. Ainsi, l'offre la mieux classée sera retenue **à titre provisoire**. L'attributaire provisoire fournit impérativement (dans le cas où il ne l'aurait pas déjà fait au moment de la candidature), dans un délai mentionné dans le courrier qui lui est

adressé et qui ne pourra être supérieur à 10 jours, les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Lorsque l'attributaire retenu provisoirement ne produit pas les attestations et certificats mentionnés à l'alinéa précédent, le pouvoir adjudicateur ou son représentant attribue les marchés dans l'ordre du classement mentionné dans le rapport de choix.

Les soumissionnaires non retenus en sont informés par courrier via la plateforme PLACE.

Après signature des marchés, en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, le pouvoir adjudicateur fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

14.2. Notification

Les attributaires recevront une copie du marché signé par un représentant habilité via la plateforme PLACE. L'accusé de réception du message vaut notification officielle du marché.

ARTICLE 15. CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

Il permet l'authentification de la signature du représentant de l'entreprise, signataire de l'offre.

Tous les documents transmis par voie électronique ou envoyés sur support physique électronique, dont la signature en original est exigée, sont signés individuellement par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique. Il garantit l'identification du soumissionnaire.

Seuls les certificats de signature électronique conformes au RGS (référentiel général de sécurité) sont autorisés. Le niveau minimum de sécurité exigé est ** ; les formats de signature acceptés sont : PAdES, CAdES, XAdES.

Contrôle de la signature électronique individuelle des fichiers :

Les documents dont la signature originale est exigée doivent être signés avec la fonctionnalité de « signature individuelle de documents ».

Pour ce faire, les soumissionnaires peuvent au choix :

- Utiliser le dispositif de signature proposé par le profil d'acheteur (https://www.marches-publics.gouv.fr).

  Dans ce cas, les soumissionnaires sont dispensés de fournir la procédure de vérification de la signature.

- Utiliser un autre outil de signature électronique que celui proposé par le profil d'acheteur.

Dans ce cas, ils sont tenus de communiquer le « mode d'emploi »permettant de procéder aux vérifications nécessaires de la signature électronique.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

REMARQUES PRATIQUES :

Le CHRU de Tours souhaite attirer l'attention des soumissionnaires sur le fait que s'il y a modification du document après signature, le « couple » document signé et document de signature ne sont plus cohérents. L'opération de signature du document modifié est à renouveler.

L'action de signature crée automatiquement, dans le même répertoire, un nouveau document dont le nom est celui du document suffixé avec '.sig ''. Par exemple le fichier dc1.doc devient dc1.doc.sig.

ATTENTION : Si le soumissionnaire utilise un fichier compressé (au format ZIP par exemple), lors de la signature électronique des documents depuis le site Internet, les documents contenus dans le fichier compressé ne seront pas signés individuellement électroniquement. Il est donc fortement déconseillé aux soumissionnaires de déposer des fichiers compressés dans leurs réponses.

ARTICLE 16. RE-MATERIALISATION DES DOCUMENTS ELECTRONIQUES

Les marchés seront re-matérialisés si nécessaire sous format papier avec constatation de la conformité des informations par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

ARTICLE 17. PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est le **Tribunal Administratif d'Orléans**, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 (Tél : 02 38 77 59 00 ; Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr).

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont le référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative, jusqu'à la signature du contrat et le référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du code.

Le recours de pleine juridiction est ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et peut être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.